



ARRÊTÉ DU MAIRE

AUTORISANT LA POURSUITE D'EXPLOITATION DES SALLES DE SPORTS ET POLYVALENTES DE L'ESPACE DES RICHARDIÈRES

n° 209.2024

Le Maire de la Commune d'Aigrefeuille-sur-Maine,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L. 111-8-3, R. 111-19-11 et R. 123-46,

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

Vu l'arrêté modifié du Ministre de l'Intérieur du 25 juin 1980 portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public (et/ou autre règlement de sécurité qui lui est applicable),

Vu l'arrêté préfectoral portant création de la Commission de Sécurité et de la Commission d'Accessibilité,

Vu le procès-verbal de ladite Commission de Sécurité établi le 6 février 2024,

Vu l'avis favorable à la poursuite de l'exploitation des salles de sports et polyvalentes de l'espace des Richardières émis par la Commission de Sécurité et d'Accessibilité de l'arrondissement de Nantes suite à la visite de sécurité du 20 décembre 2023,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.- L'établissement « espace polyvalent et sportif des Richardières », types X, L et N, catégorie 2, sis rue de la Chapelle, est autorisé à poursuivre son activité.

Article 2.- L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique, précités.
Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Article 3.- Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant. Une ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Loire-Atlantique et à Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie.

Article 4.- Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette - BP 24111 - 44041 Nantes Cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication.
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Fait à Aigrefeuille-sur-Maine, le 23 août 2024

Reçu en Préfecture le : 05 SEP. 2024

